Croissance *et* rigueur budgétaire

Isabelle Bourgeois

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rea/4721>

DOI : 10.4000/rea.4721

ISSN : 1965-0787

Éditeur

CIRAC

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2014

Pagination : 3-4

ISSN : 1156-8992

Référence électronique

Isabelle Bourgeois, « Croissance *et* rigueur budgétaire », *Regards sur l'économie allemande* [En ligne], 114 | octobre 2014, mis en ligne le 01 octobre 2016, consulté le 15 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rea/4721>

Croissance et rigueur budgétaire

L'économie allemande retrouve sa vitesse de croisière. Certes, après un premier trimestre prometteur (hausse du PIB de 0,7 % ; données CVS, Destatis), le deuxième a déçu les attentes, avec -0,2 %. Mais ce recul était prévisible, une météo inhabituellement favorable ayant dynamisé l'activité, notamment dans le BTP, au début de l'année 2014. Le ralentissement à la fin du printemps reflète surtout le léger déficit enregistré par la balance commerciale. Au total, de janvier à juin, sous l'effet de la faible conjoncture dans la zone Euro et des incertitudes géopolitiques croissantes, le PIB allemand n'a crû que de 0,8 % par rapport au premier semestre 2013 et devrait croître, selon les prévisions, de 1,5 % à 1,7 % sur l'année, au lieu des 1,9 % initialement attendus.

Sur l'ensemble de l'année, les prévisions restent toutefois bien orientées, la production industrielle ayant enregistré une hausse de 2,5 % en juillet (Bundesbank) et la demande intérieure demeurant robuste. La consommation continue de tirer seule la croissance. L'indicateur clé de l'évolution conjoncturelle réside moins actuellement dans les variations quantitatives des carnets de commande ou de la production industrielle d'un mois sur l'autre que dans une constante qualitative : la confiance des acteurs tant dans le présent que dans l'avenir. Certes, l'indice ifo (entreprises) recule pour le cinquième mois consécutif face à la montée des risques liés aux crises en Ukraine et au Proche-Orient, mais il n'en reste pas moins placé à un niveau très élevé. Quant au taux d'épargne des ménages, en recul depuis 2008 comme le souligne la Bundesbank (rapport de septembre), il est tombé à 8,7 % au deuxième trimestre (Destatis), traduisant la solide confiance des ménages.

Bien que la consommation ait pris le pas sur les échanges extérieurs, l'économie allemande reste foncièrement exportatrice (voir dans ce numéro l'analyse d'A. Fabre). Au mois de juillet, les exportations ont fait un bond de +4,7 % et ont franchi la barre des 100 milliards € – ce qui, remarque un éditorialiste du quotidien *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, « est une bonne nouvelle mais n'a en soi rien de sensationnel » (*F.A.Z.*, 08-09-2014). Il est vrai que cette accélération inattendue s'explique en grande partie par le début tardif de la période des vacances d'été. Mais plus fondamentalement, la progression régulière des exportations dans la durée n'est que l'exact reflet de celle de la compétitivité d'une industrie allemande innovante et à l'écoute de la demande de ses clients dans le monde. Quant à la hausse continue des importations (+1,6 % au 2^e trimestre), plus récente, elle reflète le fort degré d'ouverture de l'économie allemande et une mobilité croissante des biens et services au sein de la zone Euro notamment.

Cela étant, les indicateurs conjoncturels sont actuellement difficiles à chiffrer et à comparer aux périodes précédentes, dans la mesure où le nouveau système statistique européen (SEC 2010) se met progressivement en place. Les modifications apportées, résumées par la Bundesbank dans son rapport de septembre 2014, font considérablement évoluer un certain nombre d'indicateurs clés comme le PIB, les taux d'importations et d'exportations, d'investissement ou de dépenses publiques.

Ce qu'on peut en retenir pour l'instant (les premières données révisées et comparables seront disponibles au plus tôt vers la fin octobre) à propos de l'Allemagne, c'est que le PIB nominal devrait être supérieur de plus de 3 % à son montant précédent ou que les taux d'importation et d'exportation devraient se situer à des niveaux « *nettement inférieurs* » que par le passé (5 points de pourcentage de moins en 2014 qu'en 2013). Comme les dépenses de R&D sont désormais comptabilisées dans les investissements bruts d'équipement, et que, en Allemagne, elles sont traditionnellement financées à hauteur des deux tiers par les entreprises, le taux des investissements privés devrait nettement s'accroître. Il en va de même du taux des investissements publics, du fait de la classification des dépenses d'armement comme investissements (et non plus comme dépenses de consommation), ce qui le relève de 0,5 point de pourcentage. Quant à l'état des dépenses publiques, il ne devrait pas subir de changement significatif mais « *la révision à la hausse du PIB nominal... devrait faciliter légèrement le respect des règles budgétaires européennes dans la mesure où elles prévoient des plafonds chiffrés pour le déficit (structurel) et la dette* », note la Bundesbank.

Isabelle Bourgeois,
Rédactrice en chef

Fléchissement temporaire

**Confiance malgré
le bras de fer Russie/UE**

**Statistiques
en cours de révision**

Le plein emploi n'est pas un objectif irréaliste

La consommation des ménages (+1 % au deuxième trimestre 2014 par rapport à celui de 2013, Destatis) est tirée par la hausse des salaires nets par tête de 2,4 % en un an qui a dopé le pouvoir d'achat (+2,1 %) ; au printemps, le salaire brut moyen d'un salarié en CDI était de 3 518 € par mois. Plus déterminant pour la confiance des ménages est le fait que les entreprises créent des emplois – et ce, malgré l'arrivée massive d'Européens (du sud surtout) sur le marché du travail allemand et la hausse du nombre d'actifs (+140 000 en 2014 selon l'IAB). Le taux de chômage (6,7 %) est faible au point que l'Institut IAB (Nuremberg) estime, dans une étude publiée le 14 août, que l'objectif de plein emploi (un million de chômeurs, soit un taux de chômage inférieur à 3 %) peut être atteint sur le moyen-long terme – à condition toutefois que les conditions-cadre soient réunies. « *Il faut pour cela poursuivre les efforts principalement dans le domaine de la politique éducative et de formation, de la politique active pour l'emploi, et renforcer plus généralement la concurrence pour entretenir la dynamique de l'activité* », résume l'auteur. En clair, il convient de mieux former les laissés-pour-compte du système scolaire, de mieux intégrer les demandeurs d'emploi dans le système de formation professionnelle et de miser sur la compétitivité de l'économie. C'est ce que montre l'exemple de certaines villes en Bavière et dans le Bade-Wurtemberg, où le taux de chômage se situe entre 2,3 % et 2,8 %.

Rigueur budgétaire : la clé de la confiance

Par-delà la croissance et l'emploi que génère la compétitivité de l'économie allemande, la confiance des entreprises comme des ménages se fonde sur la rigueur budgétaire. En effet, les finances publiques allemandes sont en cours de consolidation pour tenir la 'règle d'or' (0,35 % de déficit pour le Bund à partir de 2016, 0 % pour les Länder en 2020), et l'Etat allemand enregistrait même un excédent de 16,1 milliards € à la fin du premier semestre (soit de +1,1 % si on le rapporte au PIB de 1 426 milliards € ; Destatis, SEC 2010). « *Les budgets du Bund, des Länder, des communes et de la protection sociale ont pu bénéficier de la situation très favorable sur le marché de l'emploi* », souligne Destatis (communiqué du 01-09-2014). L'Etat allemand encaisse plus qu'il ne dépense : ses recettes s'élèvent à 636,9 milliards € au premier semestre, ses dépenses à 620,8 milliards € seulement malgré une hausse de 2,5 %. L'encours fiscal atteignait 329,5 milliards €, les cotisations sociales perçues par le Bund, un total de 233,7 milliards €.

Réforme en cours de la péréquation financière interne

Si le Bund est le plus vertueux (excédent : 4 milliards €), les 16 Länder peinent encore à réduire leurs déficits (voir dans ce numéro le cas de la Sarre), à l'inverse des communes, plus austères en comparaison (leur excédent s'élève à 5,3 milliards €). Les difficultés qu'éprouvent la plupart des Länder à consolider leurs budgets ont pour principale cause (indépendamment des obédiences de leurs gouvernements) les effets pervers du système de péréquation financière et de transferts interne à l'Allemagne où le principe de solidarité a pris le pas, au fil des décennies, sur l'autonomie et une saine dose de concurrence (voir REA 102/2011). Il bride la compétitivité du site Allemagne dans son entier en opérant un nivellement par le bas. Sa réforme de fond est le dossier prioritaire des 17 gouvernements allemands, car elle doit entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2020 également. Quant à l'excédent des régimes de protection sociale, il a doublé en un an pour atteindre 7,1 milliards € ; les réformes engagées au cours de la décennie commencent à porter leurs fruits, mais doivent elles aussi se poursuivre pour garantir durablement le financement d'un niveau de protection élevé.

CROISSANCE ET RIGUEUR BUDGÉTAIRE NE SONT DONC PAS INCOMPATIBLES. Pour créer un cadre porteur, l'Allemagne a d'abord levé les rigidités du marché du travail et abaissé le taux de prélèvement sur les entreprises, frappant le facteur travail. La hausse du volume des recettes fiscales et des cotisations sociales a rendu aux pouvoirs publics la marge de manœuvre nécessaire à la consolidation des finances publiques et, aujourd'hui, à l'investissement dans les infrastructures (de transport surtout), « *priorité absolue pour l'avenir* » d'une Allemagne compétitive, comme le rappelle Ulrich Grillo, président de la fédération de l'industrie BDI (23-09-2014). Une telle politique de compétitivité est aussi la meilleure réponse à la montée des populismes (celle du parti AfD principalement) en Allemagne où certains rêvent d'un « *retour au deutsche mark* », d'autres à un « *retour en RDA* », manifestant leur « *capitulation face au XXI^e siècle* », ainsi que le formule Peter Hintze (CDU), vice-président du Bundestag (F.A.Z., 15-09-2014). L'Allemagne s'est redonné une économie florissante ; reste à asseoir durablement son avenir.

I. Bourgeois (25-09-2014)